

# ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

SUISSE

## Contre la folie nucléaire

A la mi-septembre 2017, le congrès de trois jours de l'organisation *International Physicians to Prevent Nuclear War (IPPNW)* s'est tenu à l'Université de Bâle; il portait sur les Droits humains, les générations futures et les crimes à l'ère nucléaire.

En 2010, dans les mêmes salles de l'Université de Bâle, j'avais déjà rencontré ces critiques passionnés de l'énergie nucléaire. L'IPPNW a reçu le prix Nobel de la paix en 1986. Je me réjouis de rappeler notre coopération dans l'organisation de la Conférence internationale en 2012 sur les dangers de l'énergie nucléaire à Bamako, qui a conduit à l'échec du premier projet de mine d'uranium au Mali<sup>1</sup>.

Du 14 au 17 septembre 2017, le congrès de l'IPPNW de Bâle a été un événement très actuel et très instructif. En fait, le point de départ pour mettre fin à l'énergie nucléaire n'est pas si anecdotique: 122 Etats de l'ONU ont décidé de mettre les armes nucléaires au même niveau que les armes biologiques et chimiques et donc de les interdire<sup>2</sup>. En même temps, nous assistons à la faillite d'Areva, la plus grande société d'énergie nucléaire au monde, à la faillite de Palladin et de Cameco, deux autres grandes sociétés du secteur de l'uranium. Ceci nous donne l'espoir de la fin de l'énergie atomi-

que, sans pourtant égayer les activistes au regard des gigantesques dommages causés par les crimes nucléaires ces dernières six décennies. La folie de l'armement nucléaire ne touche toutefois pas à sa fin, même si le prix Nobel de la paix 2017 a été attribué à l'organisation ICAN<sup>3</sup>, l'une des participantes à l'IPPNW, le stockage des déchets radioactifs restant une menace pour des centaines de générations à venir.

### Prix pour un avenir sans nucléaire

Au Congrès des Physiciens contre la guerre nucléaire, je rencontre le Dr Hiromichi Umebayashi, un physicien japonais plutôt discret, qui abandonna en 1980 sa chaire au *Tokyo Metropolitan Technical College* et consacra depuis sa vie à la lutte contre les armes atomiques. A la suite de la guerre de Corée, jamais officiellement terminée, se dessinait au Japon l'ébauche d'un processus de paix en «3plus3». Le Japon, La Corée du Nord et la Corée du Sud devaient devenir une zone dénucléarisée en échange d'une

garantie de non-agression de la part des puissances officielles voisines (Russie, Chine et USA). Les efforts d'Umebayashi jouissent d'un soutien fort – également parlementaire. Il décrit ses succès et difficultés. Une vie captivante mettant en lumière l'insuffisance et la partialité des informations relayées par les médias occidentaux. Il a reçu lors de la conférence, en récompense de son engagement, le prix *Nuclear Free Future* (Futur sans nucléaire).

### Le Japon à Fukushima

L'IPPNW est une dame un peu «*âgée mais pas inactive*». Elle n'était pas inactive en 2010, quand je l'ai rencontrée. Un coup d'œil au programme de la manifestation bâloise et, surtout, à la page d'accueil bien documentée du congrès, indique son vaste champ d'action.

Nous avons appris que le risque de rayonnement ionique est du côté officiel largement sous-estimé et que les dangers pour la santé humaine d'une radiation en dessous d'un certain seuil n'est pas pour autant proportionnellement minimisé. Le gouvernement japonais ignore ces conclusions ainsi que les seuils limites et force une partie de la population à retourner dans les zones touchées de Fukushima. Deux jeunes avocates japonaises, Miki Sekine et Natsuko Nakase, ont évoqué leur lutte pour les droits des victimes de Fukushima et des procès rela-

tifs à la preuve de la double responsabilité de l'Etat japonais d'une part et de Tepco<sup>4</sup>, l'entreprise en charge de la gestion des centrales de Fukushima d'autre part.

Emilie Gaillard, professeur de droit à Caen en France et connue pour sa participation active à la préparation du Tribunal international de Monsanto, s'est fait l'écho de ses collègues japonaises, en soulignant la possibilité d'invoquer le paragraphe 97 de la Constitution japonaise, qui mentionne expressément la protection des générations futures. Il pourrait être appliqué dans les procès en cours. Dans plusieurs interventions, elle a mentionné l'urgence d'inclure l'infraction pénale d'écocide et le droit exécutoire des générations futures dans une extension du Statut de Rome, base juridique de la Cour pénale internationale.

1. Voir archipel N° 193, mai 2011 et N° 232, déc. 2014.

2. Les cinq puissances nucléaires officielles (Etats-Unis, Chine, Russie, France et Grande-Bretagne) ainsi que le Pakistan, l'Inde, Israël et la Corée du Nord, mais aussi tous les pays de l'OTAN s'opposent à l'interdiction des armes nucléaires et boycottent cette décision. La Suisse a voté en faveur de l'interdiction, mais ne veut pas la signer.

3. Campagne Internationale pour le Désarmement Nucléaire: une alliance de 450 groupes et organisations pour la paix engagés dans le désarmement depuis une dizaine d'années.

4. Tepco: «Electricity Tokyo» est une société de fourniture d'énergie basée à Tokyo.

AZB 4001 Basel  
Europäisches BürgerInnen Forum, 4001 Basel



Jean-Michel Alberola, *Déreglement de comptes (détail)*, 1987

## Un lobby bien payé

Le Japon n'est pas le seul à agir de manière irresponsable à l'égard de la criminalité nucléaire. L'Europe le fait aussi – et ce depuis longtemps. Les partisans de l'arme et de l'énergie atomique sont financés depuis le début par des subventions étatiques. Il est tout à fait surprenant qu'un pays tel que l'Autriche, qui s'est abstenue de produire de l'énergie nucléaire depuis 1978 grâce à un référendum concernant la centrale nucléaire de Zwentendorf, finance chaque année le lobby Euratom à hauteur de 70 millions d'euros. Heinz Stocker de la Plateforme Salzburg contre les dangers de l'énergie atomique<sup>5</sup>, par ailleurs extrêmement bien documentée et publiant un journal captivant pour ses membres, rappelle qu'Euratom fête en 2017 – sans gêne et sans heurts – ses 60 ans. Chaque Etat de l'Union européenne doit, même ceux qui ne possèdent pas de centrale nucléaire, faire partie de cette organisation de lobby et mettre chaque année des fonds à sa disposition; fonds qui seront naturellement utilisés pour promouvoir l'énergie atomique. Les victimes de la contamination nucléaire suite aux essais et aux accidents de réacteurs s'en ressentent d'autant plus méprisés.

## Des essais nucléaires dévastateurs

Desmond Doulatram de Micronésie (île de l'océan Pacifique occidental) a signalé 67 essais nucléaires américains sur les îles Marshall. La population des Iles Marshall, d'un peu plus de 50.000

personnes, vit sur plus de 1000 îles et atolls. Elle se bat contre le réchauffement climatique et l'élévation du niveau de la mer qui y est associée et exige réparation des Etats-Unis pour les dommages et la contamination radioactive permanente et leurs conséquences désastreuses sur la santé, causées par les essais nucléaires.

Jean-Pierre Collin a résumé les conséquences des essais nucléaires français à Mururoa et à Eker (Algérie). Sa contribution contient des documents controversés qui ont été tenus secrets par le gouvernement français pendant de nombreuses années. Presque toutes les interventions se trouvent dans le programme du congrès sur Internet. Les organisateurs ont rassemblé ici une documentation exemplaire qui peut maintenant être consultée par tous ceux qui n'ont pas pu assister à la conférence.

## Celui qui se défend vit dangereusement

Günter Wippel du Réseau Uranium avait préparé une série de diapositives informatives sur l'extraction d'uranium en Afrique. Après la conférence de Bamako en 2012, l'IPPNW a organisé une rencontre internationale avec des ONG tanzaniennes dans la capitale Dodoma et à Dar es Salam en 2013. Lorsque nous avons visité les réserves minières d'uranium en Tanzanie, notre guide Anthony a été arrêté par les forces de police. Malgré les centaines de participants à la conférence internationale, Anthony Lyamunda a été libéré seulement après que le célèbre avocat et parlementaire Tundu Lissu eut énergiquement rappelé au chef de la police locale quelques fondements et principes de l'Etat de droit. Tundu Lissu, président du barreau tanzanien et critique de l'industrie minière aurait dû prendre la parole au congrès de Bâle. Cependant, quatre jours avant la conférence, il a été grièvement blessé par balle par des inconnus, et a été hospitalisé à Nairobi (Kenya). Archipel publiera de plus amples informations sur cette affaire une fois les faits plus clairement établis.

## Le complexe militaro-industriel

A l'issue de ces trois jours, Helen Caldicott, médecin australienne de renom, a résumé l'histoire de la politique agressive des Etats-Unis. L'examen historique de Caldicott illustre la continuité des menaces américaine exprimées par Donald Trump, qui a annoncé lors de sa comparution à l'Assemblée générale des Nations unies qu'il détruirait la Corée du Nord si le «Rocketman»

(Kim Jong-Un, le plus haut dirigeant de la Corée du Nord) ne devait pas reculer. Evidemment, l'agenda politique de Trump est aussi déterminé par le complexe militaro-industriel – l'Etat Profond. Les mises en garde d'Eisenhower ont été soulignées à deux reprises lors de la conférence de Bâle. L'ancien général et président américain Dwight Eisenhower adressait à ses successeurs et au peuple américain, à la fin de sa présidence en 1961 (!): «*Nous nous devons, en tant que gouvernements, de nous protéger des influences illégitimes du complexe militaro-industriel, qu'elles soient voulues ou non. Le danger de la croissance funeste d'un pouvoir malvenu existe et perdurera. Nous nous devons de refuser que le poids de ces alliances mettent en péril nos libertés et nos processus démocratiques.*»

## Hommages

La remise du prix *Nuclear Free Future* a été accompagnée d'une rétrospective sur les 40 dernières années de la résistance suisse. Habituellement, le prix est décerné à une personne en raison de ses actions mais cette année ce sont 26 acteurs infatigables de la lutte suisse contre le nucléaire qui furent récompensés. Les membres d'Incomindios<sup>6</sup> Helena Nyberg et Kaspar Schuler étaient à l'initiative de cet hommage et

amenèrent une dimension spectaculaire avec une mise en scène digne des plus grands scénarios, pleine d'anecdotes et de citations relatives à la diversité de la lutte sociale. La cérémonie de remise des prix a été accompagnée par le chanteur de la tribu indienne des Arapaho-Hopi, l'auteur-compositeur-interprète Mitch Walking Elk. L'événement aurait mérité une foule nombreuse.

Hannes Lämmler  
membre du FCE-Suisse

5. <www.plage.at/>

6. Depuis 1974, l'organisation suisse de lutte pour les Droits humains *Incomindios* s'engage pour les droits des peuples indigènes du monde entier, avec un point d'honneur pour l'Amérique du Nord, Centrale et du Sud. Depuis 2003, *Incomindios* porte le statut de conseiller à l'ONU (Ecosoc).

## Les Suisses du Nuclear Free Future Award 2017

Le prix est attribué collectivement aux infatigables: Marcos Buser, Dani Costantino, Michel Fernex, Mira Frauenfelder, Iris Frei, Stefan Füglistner, Eva Geel, Niculin Gianotti, Heini Glauser, Jürg Joss, Roland Meyer, Ursula Nakamura, Stefan Ograbek, Georg Pankow, Heidi Portmann, Anne-Cécile Reimann, Philippe de Rougemont, Leo Scherer, Egon Schneebeli, Peter Scholer, Martin Walter, Walter Wildi; à titre posthume Jürg Aerni, Konradin Kreuzer, Chaim Nissim et Rainer Weibel.

## MIGRATIONS

# La guerre contre les réfugiés en Afrique du Nord

Les 12 et 13 novembre dernier a eu lieu une rencontre du «Groupe de contact de la Méditerranée centrale» - cette fois en Suisse. Officiellement, le but de ce groupe serait de mettre fin aux traversées dangereuses de la Méditerranée et de sauver des vies. En réalité, il s'agit une fois encore d'une tentative de l'Europe de transférer la surveillance des frontières en Afrique.

Le groupe de contact s'était déjà réuni deux fois: d'abord en mars 2017 à Rome et ensuite en juillet à Tunis. Lors de sa troisième réunion, la partie européenne était représentée par la conseillère fédérale suisse Simonetta Sommaruga, qui s'était chargée de l'accueil, et par ses homologues de France, d'Autriche, de Malte, d'Italie et d'Estonie, alors titulaire de la présidence du Conseil de l'Union Européenne (UE), ainsi

que par des représentants de la Commission de l'UE.

Du côté africain, les gouvernements de Libye, d'Algérie, de Tunisie, du Mali, du Niger et du Tchad étaient représentés. Selon la «Déclaration d'intention» adoptée à Rome, le groupe de contact doit discuter des défis en lien avec les divers flux migratoires de l'Afrique vers l'Europe par la Méditerranée. La déclaration faisait état de valeurs communes

## Archipel

Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le  
Forum Civique Européen

Janvier 2018 - No 266  
Prix du N°: 4 euros/7FrS  
Abonnement annuel: 40 euros/60FrS  
Commission paritaire N° AS 75136  
ISSN 1247-8490  
Directrices de Publication:  
Joëlle Meunier, Constanze Warta  
Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich  
Forum Civique Européen  
Association loi de 1901  
www.forumcivique.org

France:  
St Hippolyte, F-04300 Limans  
Tél.: 33 (0)4 92 73 05 98  
fce\_archipel@orange.fr

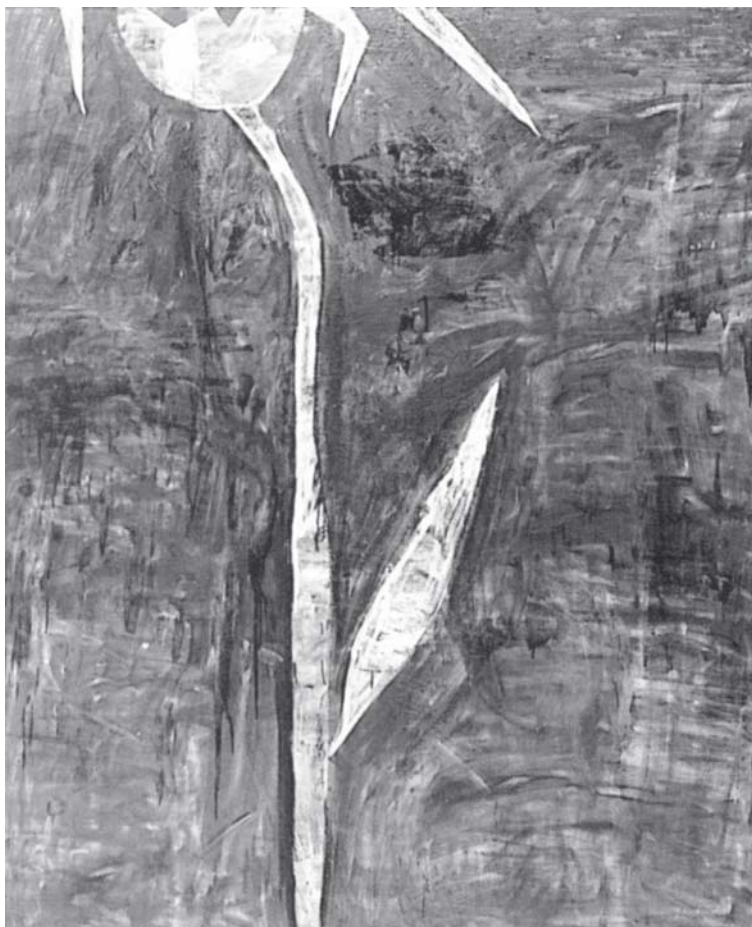
Suisse:  
Boîte Postale 1848 CH-4001 Bâle  
Tél.: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

Autriche:  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/ •elezna Kapla  
Tél.: 43 (0)42 38/87 05  
austria@civic-forum.org

Allemagne:  
Ulenkrug, Dorfstr. 68  
D-17159 Stubbendorf  
Tél.: 49 (0) 39959 23881  
ulenkru@t-online.de

Ukraine:  
vul. Borkanyuka 95  
UA-90440 Nijné Sélichtché, Zakarpattia  
ua@forumcivique.org





Tsibi Geva, Thistle, 1987

comme «l'humanisme, l'hospitalité et le respect des droits humains». Au-delà de ces belles paroles, il s'agit en fait d'empêcher la migration irrégulière, de faire diminuer le nombre des migrant-es arrivant par la Méditerranée, de former et d'équiper les polices des frontières et de faciliter les renvois.

### Camps en Libye

Actuellement, la plupart des migrant-es qui se rendent en Europe partent de Libye pour traverser la Méditerranée. Elles seraient jusqu'à un million qui se trouveraient encore dans ce pays, dont une forte proportion internée dans des camps. Or, dans ces véritables prisons privées gérées par des milices, la situation est «semblable à celle des camps de concentration». Telle est la conclusion formulée par l'ambassade d'Allemagne au Niger au début de cette année dans une dépêche adressée au ministère des Affaires étrangères à Berlin. Ce document, dont des extraits ont été publiés le 27 janvier par l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*, parle de «violations gravissimes systématiques des droits humains». Les «exécution de personnes insolvables, actes de torture, viols, rackets et abandons dans le désert» seraient monnaie courante.

En août, l'œuvre d'entraide britannique Oxfam a publié les résultats des 158 interviews qu'elle avait menées auprès de migrant-es qui avaient réussi à at-

teindre la Sicile: 80% des personnes interrogées ont parlé de tortures et d'assassinats dans les camps libyens.

Presque toutes les femmes questionnées ont affirmé avoir été victimes de viols et d'autres formes de violence sexuelle. En outre, un reportage de Michael Obert pour la *Süddeutsche Zeitung* (9 juin 2017) fait état de camps spéciaux pour hommes où ceux-ci vivent – ou meurent – dans leurs excréments faute d'espaces suffisants.

### Sales arrangements de l'Europe avec les garde-côtes libyens

Cette situation est connue des gouvernements européens. Néanmoins, ni l'UE ni la Suisse ne font pression pour la fermeture de ces camps. Le rôle de portier de la forteresse Europe tenu par la Libye est trop important. A la rencontre au sommet de l'UE du 3 février 2017 à Malte, à laquelle participait également la conseillère fédérale Sommaruga, le but formulé en priorité était de créer d'avantage de «capacités d'accueil approprié en Libye» et les participants ont salué le financement de telles «capacités» par l'Italie convenu la veille. Pour réduire le nombre de migrant-es venant en Europe, il s'agirait avant tout d'offrir des formations et des équipements à la «garde nationale libyenne des côtes». Du reste, l'UE le fait déjà depuis l'an dernier dans le cadre de son opération marine «Sophia». L'Italie a en-

Berne 13 novembre 2017

**Pour contrer cette tentative de publicité du «Groupe de contact de la Méditerranée centrale» sous la direction de Mme Simonetta Sommaruga, une conférence de presse a réuni plusieurs organisations de défense des droits humains. En voici quelques extraits.**

#### Conditions de détention inhumaines en Libye pour les migrants

Les personnes qui choisissent la voie dangereuse de la mer pour chercher refuge en Europe le font seulement en cas d'extrême nécessité. C'est pourquoi la stratégie des Etats européens de soutenir et de former les garde-côtes libyens constitue une vision politique cynique et de très court terme. «Renvoyer des personnes dans un contexte où elles vont être exposées à des traitements dégradants et inhumains, à la torture et aux violences sexuelles constitue en soi une violation des droits humains» affirmait Caroline Abu-Sada, la directrice de SOS Méditerranée Suisse. La voie maritime est toujours empruntée alors que les mesures en place la rendent toujours plus dangereuse et que les restrictions sur les activités des ONG augmentent, «il est impératif d'augmenter les opérations de sauvetage en mer et de cesser de criminaliser les ONG engagées dans celles-ci tant que les gens n'ont pas d'autres options que la voie de la mer pour fuir.»

#### Les campagnes de diffamations doivent cesser

Le père Mussie Zerai, d'origine érythréenne, s'engage depuis des années pour les réfugiés en situation de détresse en mer. Il leur donne leur position GPS et essaie d'organiser de l'aide, des centaines si ce n'est des milliers de personnes doivent leur survie à son engagement sans faille. La criminalisation croissante l'affecte aussi de façon personnelle. En effet, le procureur de Trapani en Sicile a ouvert une enquête judiciaire contre lui. Il témoigne: «Il s'agit d'une véritable campagne de diffamation. Depuis quelques mois on fait face à une campagne politique et médiatique contre toutes les ONG qui se montrent solidaires envers les réfugiés et migrants.»

#### Responsabilité de la Suisse et de l'Europe

La situation actuelle des migrants en Afrique du Nord est grave et les pays occidentaux en sont responsables. La Suisse n'est pas en reste: en accueillant des multinationales qui continuent de piller les pays africains – comme l'ont encore récemment révélé les *Paradise Papers*, elle est coresponsable de la fuite de centaines de milliers de personnes. En soutenant la politique européenne d'externalisation et de sécurisation à outrance des frontières, elle contribue à la situation dramatique en Libye et à la violation des droits des migrants. Pour Sophie Guignard, co-présidente de Solidarité sans frontières, «la rencontre du groupe de contact de la Méditerranée centrale n'est pas une occasion pour la Suisse de faire honneur à sa tradition humanitaire.»

#### Revendications

Lors de la conférence de presse qui a trouvé un grand écho, les revendications suivantes ont été formulées:

La mise en place par les Etats européens de passages sûrs et des voies légales de migration pour toutes et tous.

L'arrêt immédiat et total du soutien financier, institutionnel et matériel aux garde-côtes libyens qui ramènent les personnes en Libye où elles sont exposées à des violations graves de leurs droits fondamentaux, ainsi que la mise en place de mesures de protection adéquates en Libye.

Un arrêt de la criminalisation des opérations de sauvetage en mer. Il est nécessaire de continuer à prêter assistance à tout bateau en mer qui se trouve en situation de détresse.

La contribution de manière significative à la protection des migrants et migrantes se trouvant sur son territoire par le gouvernement suisse et plus particulièrement par le Secrétariat d'Etat aux migrations. Il est impératif que ceux-ci écoutent la société civile suisse qui dénonce depuis des années, entre autres, l'application impitoyable du règlement Dublin.

Claude Braun

voyé une mission marine en août pour aider cette garde des côtes dans ses opérations d'interception des embarcations de migrant-es en Méditerranée aux fins de les ramener en Libye. Alors que le gouvernement italien a soumis le sauvetage en mer par des ONG à un «code de conduite», la garde libyenne des côtes a tiré plusieurs fois sur des bateaux de ces ONG.

En fait, cette «garde nationale des côtes» est l'affaire de seigneurs de guerre armés qui contrôlent des territoires libyens. Le reporter Michael Obert a suivi le commandant Al Bija dans des opérations de reconduite en Li-

bye d'embarcations de réfugiés. Sa conclusion est éloquent: «Al Bija n'a aucun mandat légitime, n'est légitimé par aucun gouvernement et n'est soumis à aucun contrôle. C'est le seul qui se tient à la disposition de l'Europe en tant que garde des côtes à l'ouest de Tripoli». Il n'empêche que cette troupe a reçu récemment 200 millions d'euro de l'UE. 46 millions de plus lui reviendront dans le cadre de l'opération «Sophia» qui se poursuit jusqu'en 2018.

L'UE souhaite davantage de contrôle non seulement dans la zone côtière, mais aussi à la frontière sud de la Libye et dans les

pays situés à l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest. Là aussi, des missions militaires européennes participent à l'aide en équipement et en formation en plus de Frontex.

### Voyages de Madame Sommaruga

Dans des interviews données à la presse, la conseillère fédérale Sommaruga se montre consciente de l'exploitation de l'Afrique par l'Europe. En octobre, elle s'est rendue au Niger. La Suisse n'y investit pas seulement dans la mise en place d'une agriculture durable mais aussi dans des centres

d'accueil et de transit pour les personnes voulant aller en Europe – centres de détention dans le désert.

Sous la devise «*nommer, combattre et perturber*», des activistes ont appelé à des journées d'action contre la rencontre du «groupe de contact» et Sosf\* a participé à une conférence de presse pour dénoncer le cynisme de la politique européenne et suisse (voir ci-contre).

Simone Marti  
Bleiberecht, Berne

\*Solidarité sans frontières <[www.sosf.ch](http://www.sosf.ch)>

## ZONES A DEFENDRE

# Tapis dans le bocage: la vérité sur les armes secrètes des «zadistes»

Alors que l'hypothèse d'un abandon officiel du projet d'aéroport se dessine enfin, on assiste en parallèle à une campagne politique et médiatique de diabolisation des «zadistes». A partir de quelques photos et informations diffusées par des services de gendarmerie, nous voyons, depuis quinze jours, enfler des fables reprises sans aucune gêne, d'articles en plateaux télé, par une cohorte d'«analystes», élus et journalistes. Ceci sans que les un-es ou les autres semblent souvent se préoccuper de vérifier quoi que ce soit avant publication.

Dans une atmosphère digne d'une mauvaise Cendrillon, un puits se transforme alors en «*tunnel Viêt-Cong*», des bâtons plantés dans un talus en une «*herse sanguinaire*»<sup>1</sup>, des «*zadistes kamikazes*» attendent du haut des arbres pour «*mourir en se jetant sur la police*» et les sentiers empruntés quotidiennement par tout un chacun sur la zad sont «*piégés de toute part*».

Au final, la zad serait habitée par une bande de 150 fous furieux «*tapis depuis des années dans le bocage le couteau entre les dents*», occupés à essayer tant bien que mal de souder dans la boue des «*lames de rasoir sur des boules de pétanque*».

Il arrive aussi heureusement parfois que des journalistes fassent leur travail et que certains des mensonges les plus grossiers soient démasqués: le couple mascotte de riverains indignés contre la zad au printemps 2016 était de faux voisins; le *Journal du Dimanche*<sup>2</sup> a dû s'excuser mardi pour ses fausses «*photos secrètes des armes de la*

*zad*... Ce n'est pas la première fois que nous avons affaire à ce type de campagnes médiatiques, qui nous informent avant tout sur les fantasmes de leurs auteurs. Leurs boniments hargneux peuvent bien nous faire rire parfois lors des veillées hivernales. Mais nous n'oublions pas qu'au-delà de vendre du papier, ils appuient des objectifs précis et pourraient avoir des conséquences funestes.

Pour préparer l'opinion à une éventuelle évacuation de la zad, il faut, de nouveau, créer l'image la plus étrangère et la plus anxiogène possible des personnes que l'on s'apprête à réprimer. Il s'agit d'opérer, dans les représentations, le glissement de la catégorie de «militant-es» vers celle de «terroristes». Ce que le tableau des «*djihadistes verts*»<sup>3</sup> vient alors légitimer, c'est que l'on emploie éventuellement demain des moyens de répression extrêmement brutaux et possiblement inédits contre nous. On retrouve dans tous ces récits la traduction d'une volonté classique de diviser un mouvement, en ten-

### 10 février 2018 - Pour un avenir sans aéroport

Tous et toutes sur la zad - Rdv à 10h30

Pourquoi converger massivement sur la zad le 10 février?

Le 9 février 2018, la Déclaration d'Utilité Publique du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes aura 10 ans. Si le gouvernement, à l'issue de la médiation nommée il y a 6 mois, décide enfin d'abandonner ce projet mortifère, le 9 février marquera la fin officielle de la Déclaration d'Utilité Publique. Nous serons alors heureux de célébrer la préservation de ce bocage, avec toutes celles et ceux qui ont accompagné cette longue histoire de lutte au cours des dernières décennies. Nous convergerons pour poser ensemble les prochains jalons de l'avenir de la zad de Notre-Dame-des-Landes.

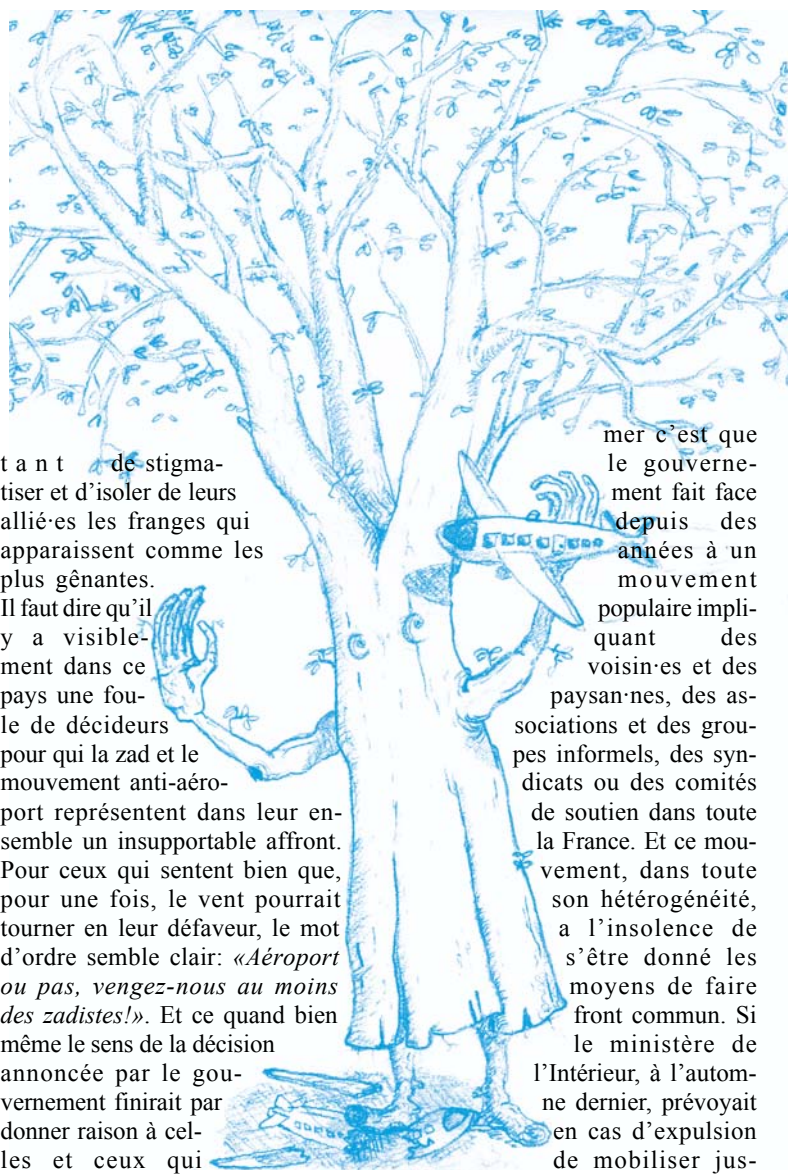
Si le gouvernement décidait, envers et contre tout, de s'entêter, il nous faudrait alors être aussi fort nombreux/ses à réaffirmer notre volonté d'empêcher le démarrage des travaux et de toute expulsion sur la zad.

Quelle que soit la position du gouvernement suite au rapport de la médiation, et en espérant le meilleur pour la suite, nous vous appelons donc à vous organiser dès aujourd'hui pour se retrouver sur la zad le 10 février et enraciner son avenir.

Nous défendons ce territoire et y vivons ensemble de diverses manières dans un riche brassage. Nous comptons y vivre encore longtemps et il nous importe de prendre soin de ce bocage, de ses habitant-e-s, de sa diversité, de sa flore, de sa faune et de tout ce qui s'y partage.

- Pour plus d'infos : [acipa-ndl.fr](http://acipa-ndl.fr) - [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org)

- Pour des demandes de renseignements spécifiques sur le 10 février: [10fevndlzad@riseup.net](mailto:10fevndlzad@riseup.net)



tant de stigmatiser et d'isoler de leurs alliés les franges qui apparaissent comme les plus gênantes. Il faut dire qu'il y a visiblement dans ce pays une foule de décideurs pour qui la zad et le mouvement anti-aéroport représentent dans leur ensemble un insupportable affront. Pour ceux qui sentent bien que, pour une fois, le vent pourrait tourner en leur défaveur, le mot d'ordre semble clair: «*Aéroport ou pas, vengez-nous au moins des zadistes!*». Et ce quand bien même le sens de la décision annoncée par le gouvernement finirait par donner raison à celles et ceux qui auront défendu ce morceau de bocage.

Mais si la question de l'évacuation de la zad est restée depuis 2012 ingérable pour l'Etat, cela n'a jamais tenu en soi à la question de 150 soi-disant «*ultra-violents*»<sup>4</sup>, finalement aisément éjectables en d'autres circonstances. Ce que celles et ceux qui crient au loup cherchent à gom-

mer c'est que le gouvernement fait face depuis des années à un mouvement populaire impliquant des voisines et des paysannes, des associations et des groupes informels, des syndicats ou des comités de soutien dans toute la France. Et ce mouvement, dans toute son hétérogénéité, a l'insolence de s'être donné les moyens de faire front commun. Si le ministère de l'Intérieur, à l'automne dernier, prévoyait en cas d'expulsion de mobiliser jusqu'aux deux tiers des effectifs policiers disponibles dans ce pays, ce n'est pas parce qu'il devrait régler le problème d'une quelconque avant-garde combattante isolée, mais bien parce qu'il ferait face à des dizaines de milliers de personnes prêtes à résister sur le terrain. Ces dizaines de milliers de personnes ce sont, entre autres, celles qui



sont venues planter leurs bâtons le 8 octobre 2016 sur le sol de la zad et qui demain, si le gouvernement s'entêtait, seraient partout sur les routes et dans les champs pour arrêter la police et les tractopelles. Ce sont aussi toutes ces personnes qui aux quatre coins du pays iraient occuper leur mairie, leur préfecture ou les places de leur ville en signe de protestation. Cette détermination n'a rien de nouveau. Déjà à l'automne 2012, 2000 policiers avaient été mis en échec par des semaines d'opposition physique extrêmement hétérogène – des personnes derrière des barricades ou dans des cabanes dans les arbres, d'autres allongées sur les routes ou entrelacées sur les toits des maisons, des tracteurs enchaînés et des chantiers constants de reconstruction. Ce que cette résistance improbable avait alors suscité c'était un élan de soutien massif dans toute la région. Ce qui a changé depuis 2012, c'est que la zad est devenue plus emblématique encore et que les solidarités multiples qu'elle suscite se sont densifiées.

Dans le fond, ce que la focalisation sur les «*pièges cachés*» et les «*boules de pétanque*» cherche à mettre sous le tapis, c'est qu'il ne s'agit pas simplement pour les habitant·es et usager·es de la zad, ancien·es et nouveaux, d'empêcher la destruction d'un territoire mais aussi de réinventer d'autres mondes possibles. A ce niveau, il convient de préciser qu'il n'y pas sur la zad des «*ultra-violents*» d'un côté et des «*néo-ruraux*» de l'autre, mais une diversité de personnes déterminées à vivre et lutter ensemble. Nous ne séjournons pas dans des casernes mais construisons pas à pas depuis des années des for-

mes de vie, d'habitat et d'activités fondées sur le partage, la rencontre, le soin du vivant et des biens communs. Pour toutes celles et ceux qui, derrière leurs beaux discours, comptent bien continuer à tirer profit de la destruction des ressources naturelles, des inégalités croissantes et de la domestication des populations, il est visiblement inacceptable que quiconque essaie de s'organiser – de manière un tant soit peu visible et conséquente – à contre-courant de leurs valeurs mortifères. Et pourtant, on peut parler, face à un monde qui va droit dans le mur, que ce qui se tente concrètement sur la zad de Notre-Dame-des-Landes – et dans d'autres espaces – pour reprendre sa vie en main, continuera à être jugé essentiel et soutenu par un nombre de plus en plus important de personnes.

Des habitant·es de la zad  
21/12/2017

1. Voir l'article de Telerama: A Notre-Dame-des-Landes, «le Vietnam des pauvres» menace la France d'une «guérilla», Samuel Gontier, 15/12/2017. <[www.telerama.fr/television/a-notre-dame-des-landes,-le-vietnam-des-pauvres-menace-la-france-d-une-guerilla](http://www.telerama.fr/television/a-notre-dame-des-landes,-le-vietnam-des-pauvres-menace-la-france-d-une-guerilla)>
2. Des photos de Notre-Dame-des-Landes qui inquiètent les forces de l'ordre, <[www.lejdd.fr/societe/notre-dame-des-landes-les-photos-secretes-de-la-zad](http://www.lejdd.fr/societe/notre-dame-des-landes-les-photos-secretes-de-la-zad)>, JDD du 16/12/2017 modifié le 19/12/2017, analysé par le site Internet lundi matin, FakeNews sur Notre-Dame-des-Landes, <[lundi.am/fake-JDD-ZAD](http://lundi.am/fake-JDD-ZAD)>, 23/12/2017
3. Voir l'article du site Internet Slate du 29/10/2014 <[slate.fr/story/94045/khmers-verts-dji-hadistes-verts-ecologistes-modes](http://slate.fr/story/94045/khmers-verts-dji-hadistes-verts-ecologistes-modes)> dans lequel on apprend qu'avant l'utilisation de cette expression par le syndicat majoritaire de l'agro-industrie FNSEA et ses «milices» du Tarn (cf. Archipel de décembre 2014 et avril 2015), c'est plutôt le terme de «khmer Vert» qui était utilisé notamment dès 2011 par... Gérard Collomb, actuel ministre de l'Intérieur français.
4. Voir le texte des habitants et occupants de la ZAD «Le premier but de la médiation, c'est la division!», <[zad.nadir.org/IMG/pdf/mediation-division\\_final.pdf](http://zad.nadir.org/IMG/pdf/mediation-division_final.pdf)>

sin de la Mana au nord de la commune amérindienne d'Awala-Yalimapo, elle donne le nom de «*Montagne d'Or*» et confiée à deux multinationales le soin d'y prospecter et d'y exploiter les gisements aurifères qui y sont enfouis. La première, la Nord-Gold, est une entreprise minière russe réputée pour avoir donné plus d'importance aux profits qu'aux droits humains au Burkina-Faso où le Président français a pourtant récemment trouvé bon de se rendre pour y reconnaître «*les crimes incontestables de la colonisation*». La seconde, la Columbus Gold, est une entreprise canadienne dont le nom est une revendication suffisamment explicite de son affiliation au projet séculaire de colonisation de l'Amérique.

La concession «*Montagne d'or*», déclarée site SEVESO\*, s'étendra sur 15 km<sup>2</sup> de forêt au sein d'un ensemble de concessions minières (pour la plupart «institué» par le gouvernement colonial français) dont la Nord-Gold et la Columbus Gold sont également propriétaires et qui forment une surface totale de 150 km<sup>2</sup>. Afin d'extraire le métal convoité, la France éventrera donc la «*terre abondante en eaux*» qu'est la Guyane pour les peuples qui lui ont donné son nom, en y pratiquant une excavation longue de plus de deux kilomètres, large de 500 mètres et profonde de 400 mètres. La mine industrielle à ciel ouvert générera plusieurs dizaines de millions de tonnes de boues cyanurisées stockées dans deux zones d'accumulation hautes chacune d'une centaine de mètres. En marge de l'extraction industrielle, l'exploitation en surface de l'or alluvionnaire au sein du projet «*Montagne d'or*» entraînera la destruction de 7 hectares de forêt.

L'Etat français peut bien annoncer l'abandon de la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en gage de sa bonne volonté environnementale, c'est à la création en France d'un gigantesque site industriel exposant son environnement à des risques d'accidents majeurs qu'il œuvre aujourd'hui sur une zone d'exploitation dix fois plus étendue que le chantier de l'aéroport du Grand Ouest. «*En France*», puisque, depuis que les Gouverneurs coloniaux instituteurs des concessions minières ont été remplacés dans cette fonction par les Préfets, la «*terre abondante en eaux*» appartient par la force du droit français au territoire national. Une zone d'exploitation aussi grande que la forêt domaniale de Rambouillet ou la forêt vosgienne de Darney, trois fois plus grande que la chênaie de la Grésigne.

Qui laisserait aujourd'hui s'installer sans broncher à 50 km de Paris, dans les Vosges ou le Tarn, une

zone industrielle de cette nature et de cette taille? Qui admettrait aujourd'hui que, dans le seul but d'accumuler ces mêmes richesses superflues qui ont entretenu depuis cinq siècles la destruction systématique de la vie sur Terre, on prenne en France un risque de cette ampleur, qu'on menace et fragilise l'existence de plusieurs centaines d'espèces végétales et animales, qu'on laisse en héritage à ses enfants des eaux toxiques? On a en tête l'arrêt de 1997 de la préfecture de l'Aude, invariablement reconduit depuis vingt ans, qui recommande aux habitants des environs de Salsigne, qui accueillit jusqu'en 2004 la plus importante mine d'or française, de n'utiliser ni les eaux pluviales ni celles des cours d'eau, de ne pas consommer les fruits et légumes (mortels) de leurs jardins et de ne pas se baigner dans leur rivière – une recommandation qui, d'après les experts du Bureau de Recherches Géologiques et Minières, devra vraisemblablement encore être reconduite pendant... 10.000 ans. Qui voudrait aujourd'hui exposer sciemment la Guyane, terre des eaux par excellence, au même anéantissement de tout avenir?

C'est pourtant dans la plus grande indifférence nationale que la Columbus Gold et la Nord-Gold sont à pied d'œuvre en Guyane «française». Les espèces amazoniennes menacées seraient-elles d'une autre espèce que les espèces et les essences de nos forêts, les eaux de la Guyane d'autres eaux que celles qui arrosent nos jardins, les enfants guyanais autrement dignes d'hériter de nous? On s'est de ce côté-ci de l'Atlantique beaucoup soucieux de l'écocide majeur provoqué au Brésil par la rupture du barrage de rétention de déchets de la compagnie minière Samarco. Mais qui se soucie d'empêcher qu'une pareille catastrophe puisse se produire dans l'Ouest guyanais? La Guyane serait-elle déjà vouée à devenir sous l'égide de la République une de ces «*zones de sacrifice*» qu'essaime l'extractivisme global sur la planète?

Dans le bassin de la Mana, la France n'aura pas comme à Salsigne besoin de faire venir des travailleurs algériens d'une colonie qu'elle n'a plus. Elle est sur place. Les populations sacrifiées, puisqu'il n'y a pas de zone de sacrifice sans que l'Humain soit sacrifié en même temps que ses natures, seront celles auxquelles la Compagnie Montagne d'Or promet sur son site web des emplois: les femmes Hmong qu'elle voue au secrétariat, les hommes afro-descendants qui

\* Les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs sont appelés «sites SEVESO», selon la directive du même nom qui impose aux Etats membres de l'Union européenne de les identifier.

## QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

# La Françamazonie et la montagne d'or

**La France «gardienne mondiale» de l'Accord de Paris sur le climat, la France vouée par son nouveau Président à «rendre sa grandeur à la planète» quand d'autres veulent restreindre la grandeur aux frontières de leur Nation, la France en croisade contre la pollution de ses champs par l'industrie agroalimentaire, bref, la France d'Emmanuel Macron se moque-t-elle du monde ?**

Propriétaire, par le hasard violent de la colonisation européenne de l'Amazonie, du sous-sol de près de 84.000 km<sup>2</sup> de forêt équatoriale en Guyane, la France a en effet, cédant à la pulsion irrépressible des tout

premiers colons espagnols, décidé de rebaptiser une large portion de cette propriété, acquise sans achat ni titre, d'un nom à faire périr d'envie Ferdinand d'Aragon: à cette portion de terre située dans le bas-

seront manœuvres sur le chantier, les femmes afro-descendantes qui serviront à la cantine. Tandis qu'elle réserve le laboratoire de recherches géologiques aux hommes blancs. Mais rien pour les hommes et les femmes des peuples toujours vivants des 6 nations autochtones guyanaises décimés par la colonisation, d'emblée sacrifiés sans doute pour être au titre de leurs rêves ancestraux et de leur habitation millénaire de la forêt les véritables propriétaires et les défenseurs naturels des terres et des eaux sacrées de Guyane auxquelles le projet porte atteinte. Y aura-t-il un ministre de la République pour traîner en justice la Nord-Gold et la Columbus Gold au motif qu'elles donnent consistance au racisme social et environnemental français ?

Toute addiction, on le sait, s'entretient de l'illusion d'en maîtriser les effets. Il en va de même avec l'addiction extractiviste, dont la ruée vers l'or guyanais est exemplaire. L'Etat français assure à tout va qu'il a pris l'initiative d'une «mine responsable». Un syntagme que tout ingénieur minier responsable ne peut comprendre, au même titre que celui de «croissance verte», que comme un simple oxymore. Sérieusement, il est grand temps que la France entre dans le siècle de la responsabilité, qu'elle sorte

du XX<sup>ème</sup> siècle, qui a été à tous égards le siècle du gâchis, ou, comme disait Sony Labou Tansi, du «*jetter-aller vite n'importe où, n'importe comment et pour n'importe quoi*». La chance est donnée aujourd'hui à la France d'être en Guyane une autre France que celle de l'arrogance et de la vanité, une autre France que la France des cinq siècles passés à déséquilibrer le monde aux bons offices du superflu. Il est grand temps que la France réalise que sa jeunesse, ici et en Guyane, n'aspire résolument qu'à une seule chose: à pouvoir rêver la survie d'un avenir potable en eaux. Sa détermination à pouvoir rêver ce rêve est totale. En la heurtant, l'Etat français se heurtera nécessairement à elle. Le représentant des Jeunes Autochtones de Guyane, Yanuwana Tapoka, l'a clairement affirmé début novembre devant le Tribunal International des Droits de la Nature, organisé à Bonn en marge de la COP 23: les jeunes Amérindiens rempliront, quoi qu'il arrive, leur rôle de gardiens de l'Amazonie «*sanctuaire de la vie et de l'humanité*». Ils seront, contre la France de la Compagnie Montagne d'or, les vrais gardiens de l'Accord de Paris.

Jean-Christophe Goddard  
Université de Toulouse  
Jean Jaurès

camp, l'un et l'autre. Le ÖVP, un parti anciennement à dominante paysanne, modéré et pas très nationaliste (plutôt attaché aux «identités régionales», au catholicisme et depuis quelque temps à l'Union européenne), mais néolibéral à sa tête, a effectué une mue impressionnante. Son appareil a été repris en main depuis mai 2017 par son nouveau président, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement sortant: Sebastian Kurz. Il s'agit d'un personnage politique dont les dents rayent le parquet, et qui ressemble à un mélange entre un Emmanuel Macron très à droite (de manière affichée) et un Silvio Berlusconi très jeune – il n'a que 31 ans – mais sans les célèbres scandales sexuels du *Signore Bunga-Bunga*. En arrivant à la tête du parti, Sebastian Kurz en a changé la structure de fond en comble, a modifié sa couleur – le turquoise au lieu du noir classique – et même son nom, puisque le ÖVP est simplement devenu la «Liste Kurz» sur les affiches électorales. Son arrivée à la présidence du parti a occasionné la rupture de la coalition gouvernementale avec la social-démocratie, et la tenue d'élections législatives (légèrement anticipées, puisqu'elles devaient initialement avoir lieu en 2018).

Dès le début, Kurz avait laissé transparaître qu'il allait faire campagne sur la limitation de l'immigration, et qu'il serait prêt à quasiment toutes les concessions à l'extrême droite sur ce plan. Cependant, à ses futurs alliés du FPÖ – un parti né en 1949, sous le nom de Ligue des indépendants (VdU), ou en 1956 sous sa dénomination actuelle, des décombres du mouvement nazi –, il a fixé deux limites: il ne sera pas question de remettre en cause l'appartenance à l'Union européenne, ni d'afficher ouvertement de l'antisémitisme. Sur ce dernier plan, le FPÖ sait se comporter de façon stratégique. Si les *Burschenschaften* ou corporations étudiantes pangermanistes, qui forment l'ossature du parti (cinq sur six dirigeants principaux y sont affiliés) conservent bien

une tradition fortement antisémite à l'intérieur, cela n'est pas affiché vers l'extérieur... où, sur le plan international, le parti s'aligne sur la droite israélienne. Heinz-Christian Strache, le chef du parti âgé de 48 ans, pendant sa jeunesse membre de la *Viking Jugend* nazie (interdite en Allemagne en 1994), défend ainsi bruyamment l'idée que l'Autriche devrait imiter Donald Trump et reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat sioniste. En ce qui concerne les Affaires européennes, elles seront concentrées directement entre les mains du nouveau chancelier Kurz, pour éviter toute hésitation sur la ligne en ce qui concerne l'attitude envers l'UE. L'Union elle-même n'a pas l'intention de décréter des sanctions vis-à-vis de l'Autriche, à la différence de ce qui fut fait en 2000, lors de l'arrivée du premier gouvernement réunissant ÖVP et FPÖ (surnommé «*gouvernement noir-bleu*» à l'époque, bien que ce soit plutôt turquoise et bleu aujourd'hui). A l'époque, Jacques Chirac avait pesé, parmi d'autres, en faveur de l'adoption de sanctions au moins symboliques. Aujourd'hui, sous Macron, le Quai d'Orsay a félicité Sebastian Kurz pour la formation de son gouvernement, tout en déclarant «*compter sur le respect des valeurs républicaines*», ce que même le PS français a fustigé.

Alors que les migrant·es seront les premières victimes du nouveau gouvernement, les salarié·es aussi seront l'objet d'attaques, puisque le gouvernement a prévu d'autoriser les employeurs et les salarié·es à «*se mettre d'accord*» sur l'allongement du temps de travail jusqu'à 12 heures par jour et soixante heures par semaine. Alors qu'il n'y a rien à espérer du gouvernement français, les mouvements sociaux en France et les forces antifascistes devront suivre et activement soutenir toutes les résistances qui se feront jour en Autriche.

Bernard Schmid  
Avocat GISTI membre  
d'Afrique Europe Interact

## AUTRICHE

# Un nouveau paysage politique

**Malgré le choc, il n'y a finalement pas eu de surprise. L'annonce d'un gouvernement composé de la droite chrétienne-démocrate – le Parti du peuple d'Autriche, ÖVP – et de l'extrême droite – le Parti de la Liberté d'Autriche, FPÖ – était généralement attendue en Autriche.**

Ces deux partis étaient sortis respectivement premier, avec 31,5 % pour le ÖVP, et troisième avec 26 % des voix pour le FPÖ, des législatives du 15 octobre 2017. Il était entendu que la social-démocratie, actuellement deuxième force politique avec 26,9 % aux dernières législatives, allait passer à l'opposition après avoir gouverné le pays dans le cadre d'une «Grande coalition» avec la droite depuis 2006. Les antifascistes du pays disaient, depuis plusieurs semaines, s'attendre à la mise en place effective du gouvernement à partir du 10 décembre, puisqu'une annonce à la mi-décembre ferait tomber les premières protestations en période de Noël... La mobilisation plus massive serait donc, de fait, reportée de plusieurs semaines, après la «trêve des fêtes»

(importante en Autriche), jusqu'en janvier prochain. Cette attention n'aura pas été déçue. L'Accord de gouvernement entre les partis ÖVP et FPÖ a été annoncé à l'opinion publique le vendredi 15 décembre au soir, puis le gouvernement a prêté serment le lundi suivant. Malgré les obstacles à une mobilisation massive rapide, plusieurs milliers de personnes – 5.500 selon la police – ont manifesté à Vienne dès le lundi matin, 18 décembre.

Sans le calcul ici décrit, l'installation du nouveau gouvernement aurait pu intervenir même plus tôt: les deux partis étaient déjà largement d'accord entre eux avant les élections, et les sondages montrent que leurs électeurs respectifs se considéraient désormais massivement comme appartenant au même

## Durcissements

**L'élection du Conseil National en Autriche le 15 octobre a été marquée par un massif revirement à droite. Les Verts ne sont plus présents au Parlement. La liste de Peter Pilz y a quant à elle fait son entrée, mais très affaiblie depuis la démission de son Chef de file<sup>1</sup>. Le SPÖ se place aujourd'hui dans l'opposition.**

La nouvelle coalition présage une dégradation massive des conditions de vie des Autrichiens et «étrangers» pauvres. Les prétentions des corporations d'étudiants aux postes clés de l'appareil étati-

que et les nouvelles du pacte de coalition ne laissent rien présager de bon, alors que le gouvernement précédent avait déjà apporté quelques modifications sur les conditions d'asile.



Patrick Saytour, Möbel Nr. 17, 1985

### Restrictions du lieu de résidence

Il a ainsi été décrété que les demandeurs d'asile ne pourront plus déclarer leur lieu de résidence dans un autre Etat fédéral que dans celui dans lequel ils perçoivent leurs prestations sociales. Ils devront donc vivre dans l'Etat fédéral qu'on leur aura désigné, même s'ils ont tissé des liens dans d'autres régions. Ces restrictions peuvent saboter tous leurs efforts d'intégration.

De plus, un·e requérant·e d'asile sera obligé·e de se loger dans un quartier bien particulier (dispositions d'hébergement), si l'administration considère cela nécessaire en termes de sécurité publique ou au regard de l'avancée du traitement de la demande d'asile. Ceci touche particulièrement les requérant·es originaires des «pays d'origine sûrs», qui seront forcés d'habiter certains quartiers (injonctions d'hébergement) et verront leur déportation facilitée en cas de refus du droit d'asile. Ce durcissement touchera également les populations locales, notamment les nombreux bénévoles et volontaires soutenant les migrant·es depuis les Mouvements d'Aide à la Fuite de 2015.

### Perquisitions et détentions

La police obtient une extension de ses pouvoirs: la Direction régionale de la police est en droit de perquisitionner des locaux s'il est possible, en fonction de divers éléments, qu'une personne contre laquelle une arrestation a été ordonnée, y séjourne. Les concerné·es ne pourront ensuite porter plainte qu'auprès des tribunaux administratifs. Les propriétés pourront également être perquisitionnées sur décision de la police dans les cas où un «migrant illégal» (ou trois étrangers dont un «illégal») ou une personne agissant à l'encontre de la réglementation de la

prostitution y séjourne ou y travaille.

Il sera facile pour la police de «supposer» que trois étranger·es dont au moins un·e «illégal·e» se trouvent dans les appartements mis à disposition par l'aide aux demandeurs d'asile. Cette «supposition» ne pourra être prouvée injustifiée que par des plaintes déposées *a posteriori*. Cette disposition légale ouvre donc la

voie à des pressions psychologiques à l'encontre des soutiens aux migrants afin d'affaiblir cette dynamique. Il est toutefois tout à fait possible que ces mesures se retournent contre leur ordonnateur, avec de potentielles perquisitions de domiciles autrichiens qui déclencheront l'indignation: la société civile peut s'attendre à des temps forts intéressants.

Le placement en centres de rétention peut être ordonné s'il est nécessaire pour la bonne application de la déportation, si le risque de fuite est avéré et si le placement n'est pas disproportionné. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2017, le non-respect du «devoir de participation à la sortie de territoire» est pris en compte dans la constitution du risque de fuite: une fois la procédure de demande d'asile rejetée, les requérant·es sont dans l'obligation de se procurer les papiers nécessaires à leur retour auprès de l'ambassade concernée, sous peine de finir derrière les barreaux.

La durée maximale de base du placement en centre de rétention est rallongée: de 2 à 3 mois pour les mineurs sans tutelle et de 4 à 6 mois pour les personnes majeures. Le prolongement jusqu'à 18 mois est possible lorsque l'identification, la détermination de la nationalité de la personne ou l'obtention de documents officiels est impossible, si l'étranger·e s'oppose au pouvoir coercitif et empêche ainsi sa déportation ou si il/elle s'est déjà opposé·e aux procédures et à sa déportation de quelque manière que ce soit.

### Peines et amendes

Toute personne ne respectant pas une injonction de quitter le territoire dans les plus brefs délais est passible d'une amende administrative de 5000 à 15.000 euros. Une

privation de liberté pouvant aller jusqu'à six semaines est prévue en cas de non-versement de ces amendes.

Toute personne ne respectant pas les dispositions d'hébergement, l'injonction ou les restrictions de résidence est passible d'une amende allant de 100 à 1000 euros (ou une privation de liberté pouvant aller jusqu'à 2 semaines), peines alourdies de 1000 à 5000 euros et de 3 à 4 semaines d'emprisonnement en cas de récidive. Ces réglementations décrétées par le gouvernement encore Noir-Rouge offrent une possible utilisation excessive par le nouveau gouvernement.

S'y ajoute la possibilité depuis l'année passée d'ordonner dans l'urgence et de restreindre totalement l'accès aux demandes d'asile. Le SPÖ ne s'est encore jamais opposé et cela semble très peu probable avec un ministre de l'Intérieur d'extrême droite. De lourds démêlés sont à prévoir sur les plans juridiques et politiques.

### Violations des droits humains

D'autres durcissements touchent en particulier la vie privée des requérant·es d'asile: celles-ci ne seront pas seulement liées à un Etat fédéral, mais devraient de surcroît ne plus avoir le droit de choisir leur logement, avec l'interdiction si cette loi est votée de colocations entre locaux et étranger·es (beaucoup ont été créées en 2015 lors des Mouvements). On veut ainsi empêcher que les requérant·es d'asile apprennent l'allemand, qu'elles se lient d'amitié voire d'amour mais surtout qu'elles s'intègrent.

Concernant la naturalisation, les réfugié·es reconnu·es ne seront plus naturalisé·es au bout de 6 mois mais

de 10 ans comme les étranger·es «normaux», ceci allant à l'encontre de l'article 34 de la Convention de Genève sur les réfugié·es qui stipule la nécessité d'une procédure accélérée pour les réfugié·es répondant à cette Convention.

Les minimas sociaux accordés jusqu'à présent de la même manière aux réfugié·es officiel·les qu'aux locaux les plus démunis devraient être drastiquement réduits, mais ces derniers souffriront aussi. Le nouveau gouvernement veut ainsi supprimer les 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> mois de salaire des populations les plus dépendantes. On peut en effet prévoir des durcissements dans tous les domaines sociaux et pas seulement dans les domaines de la migration et du droit d'asile... Une politique d'austérité est à craindre qui touchera surtout les plus démunies, avec de belles largeurs fiscales en parallèle pour les plus favorisé·es.

C'est donc un nouveau gouvernement pour les riches qui prend la barre, contre lequel il reviendra à la société civile de s'organiser.

L'issue de cette situation dépendra de la possibilité de coordonner les actions de soutien aux réfugié·es et les luttes pour les droits des pauvres. Le 15 novembre, 10.000 personnes formaient une chaîne humaine autour du quartier du gouvernement afin de protester contre l'entrée des extrémistes de droite dans celui-ci. Ce n'est qu'un début.

Michael Genner, pour *Asyl in Not*  
<[www.asyl-in-not.org](http://www.asyl-in-not.org)>

1. Peter Pilz, fondateur de la liste autrichienne séparatiste-Verts «Liste Pilz», est accusé de harcèlement sexuel par deux femmes. Il a déclaré ne pas accepter son mandat au Conseil national

## KIOSQUE

# Quand les guerres climatiques nous rattrapent

**Le futur est obscur: la Floride et les régions côtières des Etats-Unis ont sombré sous la mer, une nouvelle guerre civile déchire les Etats-Unis, de vastes territoires du continent sont devenus inhabitables à cause du changement climatique...**

Le jeune auteur américain Omar El Akkad présente, avec *American War\**, un roman futuriste dérangeant se déroulant dans la deuxième moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. L'auteur souligne pourtant que tous les phénomènes qu'il décrit existent déjà, seulement ils touchent d'autres

personnes dans d'autres lieux. *American War* catapulte plusieurs de nos plus grandes craintes et peurs du futur sur la table de chevet. Le niveau de la mer a beaucoup augmenté, les Etats-Unis sont ravagés par une guerre civile. L'origine du conflit est le refus de



plusieurs Etats du Sud d'interdire les énergies fossiles, que les gouvernements du Nord veulent leur imposer. Des groupes rebelles du sud insurgé des Etats-Unis commettent des attentats terroristes, les forces armées du Nord dominant contre-attaquent. Un roman vibrant reflétant fortement la réalité.

## Changement climatique et guerre

*American War* de Omar El Akkad ne pouvait pas mieux tomber. Avec l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, de nouvelles lignes de conflit apparaissent dans la société que l'auteur accentue dans son roman et projette dans 50 ans. Au cœur du roman se trouve Sarat Chestnut, née en 2069 dans une famille déclassée de la Louisiane. Elle se radicalise de plus en plus au fil de sa jeunesse et est prête à prendre les armes pour défendre la cause des Etats du Sud et se venger de l'oppression humiliante du Nord.

Pendant son enfance, les «Etats du Sud Libres» dissidents, qui englobent la Louisiane et le Tennessee, l'Alabama et la Géorgie, sont contrôlés par des groupes rebelles. Dans le Texas, les combats font rage. Le réchauffement important de la planète a généré des cyclones dévastateurs. Des territoires entiers sont désertifiés, la faune et la flore sont détruites, le Mississippi a massivement débordé de ses rives. Le Mexique contrôle de grandes parties des Etats-Unis et les administre comme protectorat.

Le Sud souffre également économiquement à cause de l'échec de la transition énergétique et de l'isolement imposé par le Nord.

Les régions concernées sont bordées de camps de réfugiés dans lesquelles les conditions de vie sont désastreuses. Les Etats du Sud sont dans le même temps devenus les usines des Etats du Nord: de la main-d'œuvre pas chère produit ici dans des serres gigantesques et des ateliers de misère les denrées alimentaires et les textiles qui seront vendus dans le Nord et outre-mer. L'aide, pour les populations en difficulté à l'intérieur du pays, arrive par bateaux gigantesques dans les docks d'Augusta dans l'Etat fédéral de Géorgie. Les Etats du Sud sont dépendants des bonnes grâces d'autrui.

## La Chine et les pays arabes loin devant

L'aide est envoyée depuis la Chine et le royaume fictif de Bouazizi, une union de pays arabes, qui a entre-temps largement devancé les Etats-Unis, comme pouvoir hégémonique et économique. Dans le roman, l'Amérique a perdu son rôle de gendarme du monde: la «Pax Americana», qui au demeurant n'a jamais été pacifique, est depuis longtemps dépassée. De nouveaux monstres impériaux sont nés, qui se disputent les ressources sur la scène internationale.

L'intrigue du livre ne s'inspire pas seulement de prévisions futuristes obscures. El Akkad, qui a émigré enfant avec sa famille de l'Egypte vers le Canada, a, parallèlement à son activité d'auteur, travaillé en tant que journaliste de guerre et fait état des conflits internationaux présents. C'est de là que viennent ses vastes connaissances et l'exactitude minutieuse de ses descriptions.

Il illustre de façon précise et réaliste le découpage des territoires et les tracés des frontières dans les zones de guerre tout comme les conditions dans les camps de réfugiés, où atterrissent Sarat et sa famille. Les journalistes et les bénévoles du Nord qui visitent les camps de réfugiés en Louisiane produisent cette même musique d'accompagnement civile des conflits armés que nous connaissons aujourd'hui. Dans un de ces camps, Sarat rencontre son futur mentor Albert Gaines, un génie démagogique du terrorisme des Etats du Sud.

## Une réalité effrayante

Le Trump du roman n'a pas réussi à protéger le «premier monde»



Emering, County Antrim, 1986

de la misère du Sud par des murs et des barrières. Dans *American War*, la ligne de ségrégation de l'Apartheid global s'étend le long de la puissance hégémonique disparue. Comme il n'est plus possible de gouverner depuis Washington, situation due au changement climatique, Columbus, dans l'Etat fédéral de l'Ohio, est choisie comme nouvelle capitale du Nord arrogant qui émerge. Pendant ce temps, le Sud dépérit.

L'auteur transpose aux Etats-Unis chaque condition d'existence qui semble apocalyptique, mais qui pour des millions de personnes au Nigeria, au Bangladesh ou en Afghanistan est la réalité amère de chaque jour. La restriction de la liberté de mouvement en raison de l'origine et de l'appartenance nous rappelle la situation actuelle aux frontières sud de l'Union européenne. Des drones, qui sont appelés laconiquement «oiseaux», ainsi que la radicalisation accélérée de Sarat Chestnut ne sont en aucun cas des références cachées aux victimes civiles innombrables des guerres au Pakistan et en Afghanistan.

El Akkad cherche aussi à intervenir dans les débats de la politique intérieure des Etats-Unis: les Etats du Nord «bleus», qui ont pu sécuriser temporairement leur prospérité par la transition vers les énergies renouvelables, se battent contre les Etats récalcitrants du Sud «rouges». En 2070, chez les héritiers des Républicains, on conduit encore avec des voitures à essence – entre-temps interdites – par manque d'alternatives. Sur l'île-prison fictive de Sugarloaf, où se déroule le complot d'un retournement de situation dramatique, les rebelles des Etats du Sud sont torturés avec des méthodes semblables à Guantánamo.

## Les tensions éco-impériales

Le roman décrit sur un terrain fictif ce que le chercheur en scien-

ce politique viennois Ulrich Brand désigne comme les tensions éco-impériales. Le livre réalise de cette manière un double mouvement judiciaire: il fait une critique des guerres actuelles de ressources et de zones d'influence géopolitiques et formule en même temps une mise en garde contre les changements sociaux dramatiques qui pourraient accompagner le changement climatique dans les prochaines décennies.

Ce qui devrait faire peur aux lectrices et lecteurs de l'Ouest est le fait que les conséquences des guerres globales ont atteint les îlots de prospérité de la planète. Il n'est pas besoin d'un grand pouvoir d'imagination pour transposer la dystopie des Etats-Unis vers l'Europe. Le noyau prospère économique de l'Europe se distancierait des Etats de l'Europe du Sud et s'isolera non pas au niveau de la mer Méditerranée, mais au niveau des Balkans, du Brenner et des Pyrénées, pendant que non seulement Venise, mais aussi la moitié de la Sicile et les îles grecques sombreront sous la mer.

Bien que les dialogues dans *American War* ne soient pas toujours très brillants, El Akkad arrive avec bravoure à tenir le suspense jusqu'à la fin. Il ne fait aucun doute que le livre cherche à bousculer, cependant nous n'évoluons pas ici sur un terrain purement fictionnel, beaucoup de personnes subissent aujourd'hui les suites du changement climatique. *American War* n'est ainsi pas seulement une lecture impressionnante et qui nous tient en haleine, mais c'est aussi un bagage littéraire contre les apologistes du fossile «*Business as usual*».

Alexander Behr  
Membre FCE - Autriche

\**American War* de Omar El Akkad, 23 août 2017, Flammarion.

## ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ....N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom: .....

Adresse: .....

Pays: .....

Profession/Organisation: .....

Téléphone: .....

Mail: .....

Par chèque ou mandat postal  
Pour la Suisse:  
Forum Civique Européen,  
PC 40-8523-5  
St Johannis-Vorstadt 13,  
CH-4001 Basel. Libellé: Archipel  
Pour les autres pays:  
FCE, le Pigeonnier,  
F-04300, Limans